

DEBAT

Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères

C'était un exposé très éloquent sur la situation dans le monde, vue par la France. J'étais assis là à me demander si j'aurais formulé les choses autrement ou si les perspectives auraient été différentes. J'ai été surpris de constater que les différences n'étaient pas si grandes que ça, ce qui montre bien les points communs entre pays européens, même si nous venons de zones géographiques différentes et avons des histoires différentes. Il y a un mot que j'aurais utilisé. Je n'aurais rien enlevé par rapport à ce qui a été dit, mais j'aurais ajouté un pays, l'Ukraine. Il y a une crise majeure dans un pays européen de près de 50 millions d'habitants ; c'est un grand pays qui est en proie à des difficultés profondes, fondamentales. Nous avons fait une offre à l'Ukraine, une offre que nous jugeons généreuse, mais soudain des forces contraires surgissent avec une conception différente de la construction européenne. Ici, je pense que nous sommes face à une remise en question de notre conception de la construction européenne : comment construire une Europe ouverte à tous, comment construire l'Europe dans un esprit gagnant-gagnant où ce qui est bon pour un pays est essentiellement bon pour chaque pays. Nous sommes soudain confrontés à une autre vision. C'est le seul mot que j'aurais ajouté, mais comme vous avez couvert le reste du monde, je peux comprendre que vous n'ayez pas eu de temps pour ce pays.

Titus Corlăteanu, ministre roumain des Affaires étrangères

Merci. C'est toujours quelque chose d'exceptionnel d'écouter Laurent en faisant référence à des petites choses universelles. Mais c'est quelque chose de très très utile. Je vais faire une brève référence à ce que Laurent a mentionné auparavant : l'abandon américain de l'Europe. La discussion sur ce point, en soulignant aussi la perspective centrale orientale de l'Europe. Y a-t-il également un abandon français de l'Europe orientale ? Merci.

Didier Reynders, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, Belgique

Voilà. Je voudrais d'abord rassurer Laurent. Malgré les principes de Valéry, tout ne me semblait pas faux dans ce qui a été dit ce soir. Bien au contraire. Je pense que sur un certain nombre de points, on a déjà eu l'occasion de travailler. On le fera encore lundi à Bruxelles ensemble. Pour moi, la question est assez simple. Ce n'est pas de dévoiler ce qui pourrait venir sur notre table d'ici quelques semaines. Mais puisqu'il y aura une réunion mercredi entre la Chancelière et le Président : qu'est-ce que tu souhaiterais voir sur la table dans cette relance du projet européen que peut-être le couple franco-allemand nous proposera ? Est-ce qu'il y a l'une ou l'autre priorité que tu souhaiterais vraiment voir en première ligne, avant que nous en discutons dans les mois à venir ?

Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères

Merci beaucoup à mes trois amis. Je prends leurs observations l'une après l'autre.

D'abord, Carl Bildt a soulevé – il a eu raison – la question de l'Ukraine, qui risque d'ailleurs d'être posée de manière rude ce week-end, puisque le Président Ianoukovytch a annoncé la venue, de la partie russophile de l'Ukraine, d'un certain nombre de manifestants. Nous serons tous d'accord, non seulement entre Européens mais dans cette enceinte, pour dire que certaines choses ne sont pas acceptables. Tout ce qui est violence, tout ce qui est contrainte. Les ministres présents ce soir sont tous intervenus pour dire au pouvoir ukrainien actuel que ces menaces et ces violences ne sont pas acceptables.

La difficulté est la suivante. Nous proposons, nous – et c'est une réponse à ce que disait Titus – au nom du partenariat, un accord d'association qui nous semble conforme à la fois à l'intérêt de l'Europe, à l'intérêt des Ukrainiens et d'ailleurs aussi à celui de la Russie. Mais cet accord d'association, s'il est positif pour l'Ukraine, ne

comporte pas immédiatement des mesures économiques et financières massives. Au même moment, le Président Poutine, directement ou indirectement, exerce une pression extrêmement forte sur l'Ukraine en lui promettant, si elle vient vers lui, un certain nombre d'avantages, et, en revanche, un certain nombre de pénalisations si elle signe l'accord d'association.

Nous proposons un accord d'association, mais nous ne disons pas que l'Ukraine va entrer dans l'Union européenne à court terme. Il y a là une difficulté parce qu'un certain nombre d'Ukrainiens disent : « oui, nous voulons l'Europe, parce que l'Europe c'est la liberté, parce que c'est notre orientation naturelle. Mais en même temps, est-ce que vous, les Européens, vous êtes prêts à nous donner ce que d'autres nous proposent ».

Ajoutons que la totalité de la population ukrainienne n'est pas exactement sur la même ligne que la nôtre et que celle nos amis de l'opposition ukrainienne. Et ajoutons enfin que nous disons aux Ukrainiens, et je pense que nous avons raison : « écoutez, bien sûr nous acceptons de discuter des aspects matériels, économiques et financiers, c'est tout à fait normal. Mais si vous vous engagez avec l'Europe, c'est au nom d'une certaine conception, et pas uniquement dans une espèce de marchandage ». Voilà où nous en sommes.

Dernier point, et je sais que nous sommes d'accords avec Carl sur cet aspect : il ne faut pas présenter les choses à la population ukrainienne ni aux Européens comme étant un choix radical entre l'Union européenne et la Russie. Ce n'est pas parce que les Ukrainiens choisiraient ce que nous souhaitons, l'association, que pour autant ils se mettraient en conflit avec la Russie. C'est une analyse inverse qui est souvent présentée de l'extérieur. Mais elle est inexacte. Nous, nous souhaitons que l'Ukraine se rapproche de l'Union européenne. Nous souhaitons un accord d'association. Nous voulons l'encourager mais ce n'est pas un acte d'hostilité par rapport à la Russie.

Disant cela, j'ai un peu répondu déjà à mon ami Titus, avec lequel j'ai plaisir à mener souvent des discussions chaleureuses. Oui, nous voulons pour l'Europe à la fois un partenariat vers l'est et un partenariat vers le sud. Les deux sont indispensables. Lorsqu'on examine la géographie – la politique étrangère, c'est beaucoup de géographie et pas mal d'histoire – on s'aperçoit que nous avons d'un côté le continent américain, de l'autre l'Asie. Et puis nous avons au milieu un grand espace qui est à la fois l'Europe et l'Afrique. Si l'Europe a une vocation dans le futur, elle doit se tourner des deux côtés : à la fois son côté oriental et son côté méridional. Là-dessus, Titus, nous serons facilement d'accord.

Enfin, Didier Reynders m'a posé la question : comment envisager ce partenariat franco-allemand, ensuite proposé à d'autres pour être un projet européen ? Je peux simplement ici donner quelques têtes de chapitres, Didier.

Une dimension de simplification : les procédures sont trop compliquées, et certains, qui prennent actuellement leurs distances avec l'Europe jouent sur cette simplification nécessaire. Nous devons avoir une discussion avec nos amis Britanniques, qui sera une discussion difficile. Les Britanniques : dedans, dehors ? Pratiquons la simplification. Ce thème est juste. Ce n'est pas parce qu'il est manié pour des raisons parfois démagogiques qu'il est inexact. Donc un travail de simplification à faire, auquel nos concitoyens sont sensibles.

Deuxièmement, les citoyens veulent que l'Europe les protège. Donc, elle ne doit pas, au contraire, les exposer. Quand je dis « protection », cela veut dire quoi ? Non pas au sens de protectionnisme, mais une protection économique pour que les Européens aient le sentiment que dans beaucoup de domaines l'Europe est la solution, et non pas le problème. Une protection par rapport aux autres continents dans les discussions commerciales, une protection sociale. On a beaucoup parlé en France ces jours-ci de la question des travailleurs détachés. Si les Français – mais il en est de même des Belges et d'autres – ont le sentiment que l'Europe devait être une machine de guerre pour diminuer notre protection sociale, comment voulez-vous qu'ils y adhèrent ? Donc cette dimension de simplification, cette dimension de protection ...

Il y a aussi de nécessaires avancées à proposer. C'est là la question de Didier Reynders. Nous devons être capables – les chefs d'État et de gouvernement vont en discuter en décembre – de faire vraiment avancer l'Europe de la Défense. Les États-Unis – pour des raisons que l'on peut comprendre – disent : « L'Europe, c'est un continent, ce n'est pas à nous d'assurer la protection de ce continent. Faites un effort »... Alors que la défense est une industrie européenne majeure, il n'est pas normal que l'Europe ne soit pas capable de disposer par exemple de ses propres



drone, qu'elle ne soit pas capable, en cas de difficultés en Afrique ou ailleurs, de lancer des actions communes. Donc l'Europe de la Défense. L'Europe de l'énergie aussi. Il y a dans cette salle des personnes beaucoup plus compétentes que moi en matière énergétique. Mais proposer que nous puissions unir nos forces pour ne pas être trop dépendants de tel ou tel pays, proposer de rassembler nos forces pour avoir un mix énergétique plus efficace, proposer ensemble de développer les énergies nouvelles, c'est une évidence. De la même façon, en matière de nouvelles technologies : nous possédons des capacités de recherche et d'innovation extraordinaires, mais on sait qu'aujourd'hui il faut rapprocher ces capacités créatrices. Bref, en commençant par l'Union bancaire, l'économie, le social et le fiscal, bâtir un vrai programme d'avancées.

Le dernier point, Didier, c'est le contrôle démocratique. Les citoyens autour de nous ont le sentiment qu'ils votent – dans la meilleure hypothèse – pour des parlementaires européens, mais ne contrôlent pas ce qui se fait. Il faut que le Parlement européen, les parlements nationaux et puis d'autres organismes – il n'y a pas que la société politique, il y a aussi la société civile – puissent contrôler mieux ce qui se fait.

Si nous parvenons, Didier, à simplifier, à montrer que l'Europe peut protéger, à construire un programme d'avancées concrètes et réalistes, et enfin à mieux contrôler les choses, je pense que l'année 2014 ne sera pas inutile.

Mesdames et Messieurs, merci. Merci à mes collègues, merci à vous et à chacun. Merci beaucoup.

Thierry de Montbrial, président et fondateur de la WPC

Bien. Merci Laurent, et mon seul regret si vous le permettez, c'est que vous n'ayez pas voyagé deux fois plus dans la semaine. Parce que vous êtes dans une forme éblouissante. Et j'imagine que si vous aviez parcouru 10 ou 15 000 kilomètres de plus, ce serait encore plus extraordinaire. Enfin, en tout cas merci infiniment. Alors maintenant, le programme je vous le rappelle, c'est le plat principal. Ensuite, un petit spectacle. Je vous le dis tout de suite parce que je ne le répéterai pas ici : ce spectacle est offert par le groupe Total.